N° 347346
SCI Ugari

1^{ère} et 6^{ème} sous-sections réunies
Séance du 29 mai 2013
Lecture du 19 juin 2013

CONCLUSIONS

M. Alexandre LALLET, rapporteur public

Le maire de Bonifacio, en Corse du Sud, a délivré en 2007 un permis de construire deux logements à la SCI Ugari. L'association ABCDE, pour Association Bonifacienne Comprendre et Défendre l'Environnement, en a obtenu l'annulation auprès du tribunal administratif de Bastia. Cette annulation a été confirmée par la cour administrative d'appel de Marseille par un arrêt contre lequel la SCI se pourvoit en cassation.

Le seul moyen qui prête à hésitation est tiré de l'erreur de droit et de la dénaturation qu'aurait commises la cour quant à l'appréciation de la qualité du président pour ester en justice au nom de l'association.

L'article 9 des statuts de cette association précise que le pouvoir d'ester en justice appartient au conseil d'administration ou au bureau, qui peuvent habiliter le président à cet effet. L'association a produit devant le tribunal un extrait de procès-verbal de réunion du conseil d'administration autorisant sa présidente à introduire cette instance. Mais devant la cour, la SCI soutenait que ce document ne permettait pas d'établir que le conseil d'administration s'était effectivement réuni et avait accordé régulièrement l'habilitation, notamment du point de vue du quorum. Après avoir constaté, au vu de ce procès-verbal, que la présidente de l'association avait été régulièrement habilitée à introduire l'instance par le conseil d'administration, la cour a ajouté que « *les conditions dans lesquelles le conseil d'administration s'est prononcé ne peuvent être utilement invoquées pour contester la qualité pour agir* » de la présidente de l'association.

Comme l'indique le Président Labetoulle dans ses conclusions sur la décision de Section Institut supérieur de droit et d'économie de l'aménagement et de l'urbanisme du 17 octobre 1975 (n° 93665, au Rec.), le juge administratif se reconnaît une plénitude de compétence pour apprécier la régularité de sa saisine. C'est pourquoi vous examinez, sans qu'il y ait lieu à renvoi préjudiciel, que la personne qui prétend ester en justice au nom d'une personne morale, fût-elle de droit privé, dispose d'une habilitation pour ce faire, qu'elle la tire de la loi elle-même, comme c'est le cas en général des sociétés, ou des statuts, ce qui est le cas des associations. Pour ces dernières, votre décision de Section Fédération de la Plasturgie du 3 avril 1998 (n° 177962-180754-2183067, au Rec.) a considérablement simplifié le paysage en admettant que le président d'une association puisse ester en justice au nom de celle-ci dès l'instant où les statuts ne réservent pas cette prérogative à un autre organe et confient au

président le soin de la représenter en justice. Les statuts de nombreuses associations continuent néanmoins de réserver le pouvoir d'introduire l'action en justice à un autre organe, qui peut habiliter le président de l'association à cet effet. Dans ce cas, en l'état de votre jurisprudence, vous vous assurez que ce dernier a été « régulièrement » habilité (V. pour un rappel récent : CE, 19 juillet 2010, Commune de la Chapelle-Saint-Luc, n° 318126). Vous veillez ainsi à ce que soient respectées les règles de majorité et de quorum au sein d'un conseil d'administration (voyez respectivement : CE, 22 octobre 1965, Dlle B..., n° 59107, Rec. p. 547 ; CE, 21 décembre 1977, SCI « Îlot B10 », n° 05913, Rec. p. 529). A ce titre, vous pouvez exiger, à peine d'irrecevabilité de la requête, la production des statuts et de la composition du conseil d'administration afin de vérifier que les conditions qu'ils posent sont remplies (CE, 21 juillet 1989, B..., n° 39196, aux T.)¹.

Ce contrôle trouve néanmoins deux limites, qui tiennent à votre souci de ne pas vous immiscer à l'excès dans le fonctionnement interne de personnes privées :

- D'une part, vous refusez de connaître des contestations situées en amont de l'habilitation et qui sont détachables de l'introduction de la requête elle-même. Il en va ainsi, notamment, des conditions d'élection de l'organe qui a introduit le recours (CE, Section, 30 avril 2003, Syndicat professionnel des exploitants indépendants des réseaux d'eau et d'assainissement, n° 230804, au Rec.)².
- D'autre part, vous vous refusez à examiner le respect de certaines règles statutaires qui ne conditionnent qu'indirectement la régularité du mandat, comme les conditions de convocation du conseil d'administration qui l'a délivré (CE, Section, 5 novembre 1993, SA Immobilière La Gauloise, n° 145814, au Rec.).

En l'état, votre contrôle de la « régularité » de l'habilitation se situe donc quelque part entre un contrôle de légalité strict et un simple examen de la réalité de l'habilitation³.

L'arrêt de la cour de Marseille vous fournit l'occasion de préciser l'emplacement du curseur. Et, pour notre part, nous pensons qu'il convient de s'en tenir à la vérification de l'existence d'une habilitation délivrée par l'autorité compétente à l'autorité susceptible d'être habilitée en vertu des statuts.

Sans doute la saisine du juge administratif est-elle un acte grave, qui peut emporter des conséquences importantes pour l'association, mais aussi pour des tiers. Sans doute aussi convient-il de se garder d'un trop grand libéralisme qui risquerait de se retourner contre vous,

¹ Vous avez plus largement rappelé qu'il appartenait au juge de s'assurer de la qualité à agir du représentant d'une personne morale en cas de contestation sérieuse ou lorsque l'absence de qualité semble ressortir du dossier au premier examen (voyez la décision Mme L... du 11 avril 2008, n° 299525, aux T.).

² *Idem* pour la non déclaration de l'article des statuts habilitant un organe à agir en justice (CE, 1^{er} juin 1994, Société immobilière d'Epone, n° 118206, n° 118206, au Rec.).

³ Relevons à cet égard la décision du 3 juillet 2009, Syndicat des propriétaires du Touquet Paris Plage (n° 316689, aux T.), qui semble admettre *a contrario* que l'absence d'avis simple d'un organisme sur l'habilitation, prévu par les statuts, pourrait entacher la requête d'irrecevabilité (les conclusions de F. Lenica sont clairement en ce sens).

avec le risque que des recours mal introduits ne donnent lieu à des désistements trop fréquents ou des litiges parasites. Mais ces inconvénients ne vous ont pas arrêté dans l'affaire de Section *Fédération de la plasturgie* précitée, rendue aux conclusions contraires de Jean-Claude Bonichot qui faisaient valoir ces mêmes objections. Ce qui importe, ce n'est pas que l'habilitation soit en tous points conforme aux règles que l'association s'est prescrite, mais que la volonté de l'association d'agir en justice ne fasse pas de doute.

Ceci n'implique pas, à notre sens, que vous entriez dans un débat, le cas échéant à l'initiative de la partie adverse, sur le respect ou non de règles procédurales que les statuts d'une association prévoient et que vous lui déniez son droit au recours si une formalité prévue par ces derniers n'a pas été accomplie. Ces statuts sont la traduction du contrat d'association, soumis au principe de l'effet relatif des conventions. Ses stipulations sont d'abord instituées dans l'intérêt des sociétaires, de sorte que les tiers ne peuvent, en principe, s'en prévaloir.

C'est ce qui explique que le juge judiciaire s'en tienne désormais à un contrôle de l'existence du pouvoir, mais non de sa régularité. Une décision publiée de la Chambre commerciale avait certes jugé que l'absence d'avis du comité de direction d'un syndicat avant l'introduction d'une requête par son président, alors que les statuts l'exigeaient, faisait obstacle au droit d'agir en justice (Cass. Com., 10 février 1998, n° 95-20924, au Bull.)⁴. Mais depuis lors, un arrêt de la 2^{ème} chambre civile du 13 juillet 2000 (n° 98-15648, au Bulletin), a approuvé une cour d'avoir admis la recevabilité d'un recours introduit par une personne justifiant d'une habilitation de l'organe compétent de la personne morale, sans possibilité pour les tiers de contester utilement la régularité de cette habilitation au regard des statuts. Cette jurisprudence a été confirmée par la même formation sous forme de principe : « *les tiers ne peuvent invoquer les statuts d'une personne morale pour critiquer la régularité de la désignation de son représentant en vue de contester le pouvoir d'agir de celui-ci* » (Cass. 2^{ème} civ., 19 mai 2005, n° 03-16953). Jurisprudence qui a été reprise dans les mêmes termes par la chambre commerciale elle-même (Cass. Com., 26 février 2008, n° 07-15416)⁵.

Nous vous invitons également à vous en tenir à un contrôle de l'existence matérielle et juridique de l'habilitation de l'autorité compétente par l'autorité tenant des statuts le pouvoir d'habiliter. Ce contrôle permet naturellement d'écarter l'habilitation frauduleuse, puisque la fraude corrompt tout, y compris les actes de droit privé (CE, Section, 27 septembre 2006, Société Janfin, n° 260050, au Rec.), mais aussi de considérer comme inexistantes, par analogie avec la théorie des actes administratifs inexistantes, les délibérations qui émaneraient d'un organe tiers ou habiliteraient un organe tiers, qui ne comporteraient à la lecture aucune habilitation pour introduire l'instance litigieuse ou qui peuvent faire naître un doute sérieux sur la réalité des intentions de la personne morale requérante. L'absence de majorité au conseil d'administration de l'association nous paraît pouvoir entrer dans le cas d'inexistence, car on ne peut alors

⁴ On relèvera que, dans une décision inédite récente, la Cour a annulé un arrêt au motif qu'il avait fait une inexacte interprétation des statuts d'un syndicat pour déclarer sa demande irrecevable, sans se fonder plus radicalement sur l'inopposabilité des statuts par les tiers (Cass. 2^{ème} civ., 4 avril 2013, n° 12-16971). Mais on ne peut en déduire que la Cour aurait renoué avec un contrôle de régularité.

⁵ Pour le contrôle de l'existence d'un titre : Cass. Soc., 8 février 2012, n° 10-23560 (voir aussi : Cass. Soc., 11 juin 1997, n° 94-43822). Dans le même ordre d'idées, la 1^{ère} chambre civile de la Cour de cassation a jugé ce 29 mai 2013 que « *les tiers ne peuvent critiquer la régularité de la délégation de pouvoir en vertu de laquelle le préposé d'une société a donné mandat à une autre société, pour agir en justice au nom de la première* » (Cass. 1^{ère} civ., 29 mai 2013, n° 11-24278, au Bull.).

considérer que ce dernier a effectivement pris la décision d'habiliter. En revanche, la méconnaissance d'une règle de quorum, l'absence d'avis simple d'un autre organe de l'association et, *a fortiori*, des irrégularités dans la préparation ou le déroulement de la séance (méconnaissance des règles de convocation, présidence par une personne non habilitée, point non prévu à l'ordre du jour...) touchent clairement à la seule régularité de la délibération et n'ont pas vocation, à nos yeux, à être sanctionnées par l'irrecevabilité du recours⁶.

Si vous nous suivez, vous jugerez que la cour n'a pas commis d'erreur de droit en se bornant à constater que la présidente de l'association produisant un procès-verbal du conseil d'administration l'habilitant à introduire l'instance devant le tribunal, document qu'elle n'a pas dénaturé en lui reconnaissant une force probante, et en écartant comme inopérante l'argumentation dont elle était saisie sur les conditions dans lesquelles le conseil d'administration s'est prononcé, qui se rapportait à la régularité de l'habilitation.

Les autres moyens ne vous retiendront pas. La cour, qui a correctement interprété les écritures d'appel dont elle était saisie et a suffisamment motivé son arrêt, n'a pas commis d'erreur de droit en jugeant, en réponse à un moyen dont elle était effectivement saisie et qui n'était pas nouveau en appel, que le permis litigieux n'était pas conforme au schéma d'aménagement de la Corse, lui-même compatible avec les dispositions de l'article L. 146-4 du code de l'urbanisme. Elle a repris textuellement votre décision de Section Ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer c/ Société « Les Casuccie » du 16 juillet 2010 (n° 313768, au Rec.), qui juge, à propos des mêmes dispositions de ce schéma, que la légalité d'un permis doit s'apprécier au regard de celles-ci dès lors qu'elles sont suffisamment précises et compatibles avec le code de l'urbanisme. Et si elle a ajouté que le projet n'était pas non plus conforme au code de l'urbanisme lui-même, cette mention nous paraît surabondante dans son raisonnement, de sorte que la critique qui la cible est inopérante.

PCMNC au rejet du pourvoi et à ce que la somme de 3000 euros soit mise à la charge de la SCI Ugari au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

⁶ La neutralisation de telles formalités préalables s'impose de plus fort avec la jurisprudence d'Assemblée Danthony (CE, Ass., 23 décembre 2011, n° 335033, au Rec.), qui vous conduit à y procéder s'agissant des actes administratifs eux-mêmes.